



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 26– 25 août 2021

En bref

La ministre de l'économie T. Clouthier a fait part de son désaccord quant à l'interprétation des Etats-Unis des règles d'origine pour le secteur de l'automobile dans le cadre du T-MEC. Une demande de consultation a été envoyée aux Etats-Unis le 20 août. Dans sa demande, le Mexique invoque des "méthodes alternatives" prévues par le traité pour calculer la valeur du contenu régional, qui doit être de 75 % pour les voitures particulières et les camions légers. Les deux gouvernements auront 75 jours pour résoudre le différend au stade de la consultation. Si les deux parties ne parviennent pas à un accord, le Mexique pourra demander la création d'un panel pour résoudre la question.

LE CHIFFRE À RETENIR

+1,5%

La croissance mexicaine au T2 2021.

Zoom sur : El Salvador et le Bitcoin

La Banque centrale a publié un document spécifiant les normes techniques pour la mise en application de la Loi Bitcoin prévue pour le 7 septembre. Le document, ouvert aux consultations jusqu'au 6 septembre, spécifie notamment l'obligation des banques et autres institutions financières de mettre en place un système d'acceptation et de convertibilité de la crypto monnaie pour ses clients. Le texte délègue notamment aux institutions financières la gestion des « porte-monnaie virtuels » utilisés par la population, la création de solution de change et l'installation de distributeurs automatiques. Le document ne spécifie en revanche pas les dispositions que

doivent prendre les commerces pour accepter le Bitcoin, pourtant mentionné dans l'article 7 de la loi. Plusieurs experts dénoncent la teneur du texte, trop identique à celui d'une monnaie standard et ne prenant pas suffisamment en compte les risques inhérents au Bitcoin notamment contre le blanchiment d'argent. Le Gouvernement a ce mardi demandé au Parlement l'approbation de l'utilisation de 200 MUSD pour la mise en œuvre de la loi, dont 150 MUSD iront au fonds fiduciaire pour assurer la convertibilité de la crypto monnaie. La Chambre de commerce a par ailleurs demandé au gouvernement un délai de 60 jours supplémentaire face à l'absence de réglementation précise et claire sur son utilisation.

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 25 août, le Mexique enregistrait 255 452 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit + 2% en une semaine. 3 271 128 cas confirmés ont été enregistrés (+3,7% en une semaine). A la date du 24 août, 44,01% de la population avait été vaccinée.

2 FINANCES PUBLIQUES

Le président Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO) proposera à Banxico d'utiliser les ressources du FMI (12 Mds USD) pour rembourser la dette. Une démarche formelle sera effectuée auprès de la Banque du Mexique au profit des finances publiques et de la population, a-t-il indiqué. Récemment, le gouverneur de Banxico avait quant à lui indiqué qu'une partie de la dette pourrait être remboursée avec les ressources du FMI, mais que le gouvernement devait pour cela acheter les actifs de Banxico.

3 ECONOMIE

Le consensus des analystes interrogés par Citibanamex indique que l'inflation devrait clôturer cette année à 6,05%, ce qui est bien supérieur à la fourchette fixée par Banxico de 3% (+/-1%). Cela représente également une hausse de 5 points de base par rapport à la précédente enquête quinze jours auparavant, où le consensus tablait sur une inflation à 6%. En outre, les experts estiment que la croissance économique pour 2021 pourrait augmenter de 6,1%, contre 6,2% précédemment estimé.

L'inflation a atteint 5,58% g.a. sur la première quinzaine du mois d'août, soit son niveau le plus bas depuis le mois de mars. Le prix des services ont augmenté de 3,44%, tandis que le prix des marchandises a augmenté de 5,99%. Le contrôle des prix du gaz LP récemment introduit par le gouvernement a permis de réduire le taux d'inflation: le prix du gaz LP s'est notamment contracté de 15,06% sur la première quinzaine d'août par rapport à la quinzaine précédente. Néanmoins, 44% des produits du panier de base aurait connu une hausse des prix supérieure à

l'inflation au deuxième trimestre, selon une étude de Consumer Insights de Kantar.

Le PIB a connu une croissance de 1,5% au second trimestre, en comparaison au trimestre précédent, selon les chiffres révisés de l'INEGI. Le secteur primaire est en croissance de 0,8%, tandis que les secteurs secondaire et tertiaire ont connu une hausse de 0,3% et 2% respectivement. Néanmoins, les chiffres de la croissance du mois de juin révèlent une chute du PIB de 0,9% par rapport au mois de mai, soit la pire chute en un an. Il semblerait que les moteurs de la croissance commencent à s'essouffler. Il faudra alors trouver une nouvelle impulsion pour maintenir la croissance. Alors même que le T-MEC était un de ces principaux moteurs de croissance, il pourrait toutefois engendrer des mouvements profonds de relocalisation de la production à la faveur des divergences d'interprétation qui émergent.

L'activité économique se maintient malgré la troisième vague de COVID-19. Celle-ci a enregistré une meilleure performance en juillet (+0,5% g.m.), malgré l'augmentation des cas et a cumulé ainsi cinq mois consécutifs de hausse. En effet, ce résultat fait suite à une croissance mensuelle de 0,3% en juin et de 0,6% en mai et laisse présager une certaine vigueur pour le troisième trimestre 2021. La croissance de l'activité économique se concentre principalement dans les activités secondaires et les services. Malgré cela, l'industrie automobile demeure sous tension, en raison de la pénurie de semi-conducteurs et de puces. Par ailleurs, le secteur des services risque d'être fortement affecté par la résurgence du COVID-19.

La population active a augmenté de plus de 10,5 M de personnes au deuxième trimestre de 2021 par rapport à la même période de l'année précédente, dont 8,2 M, soit 78% du total, dans des activités informelles, selon l'INEGI. La reprise

du nombre de personnes employées s'est donc faite dans les activités informelles principalement. La population active est ainsi passée de 44,7 M de personnes au deuxième trimestre 2020 à 55,2 M de personnes au deuxième trimestre 2021.

Le pourcentage de personnes propriétaires a diminué entre 2014 et 2020, selon l'INEGI dans son *Enquête nationale sur le logement*. 57,1% des personnes ont déclaré être propriétaires de leur logement en 2020, contre 61,4% en 2014, soit une baisse de 4,3 points de pourcentage. 16,4% des mexicains sont locataires, 14,2% ont un logement grâce à un prêt et 10,7% ont un logement « propre » mais qu'ils payent quand même. En outre, 57,3% des personnes interrogées auraient construit leur propre maison en 2020, contre 20,8% qui ont acheté neuf.

Les programmes sociaux bénéficieraient davantage aux ménages les plus riches, selon l'INEGI. En 2020, près de 30% des ménages mexicains ont reçu un soutien économique via un programme social du gouvernement fédéral, soit 10,7 M de personnes. Cela représente une hausse de 8,6% par rapport à 2018. Cependant, les ménages les plus pauvres qui touchent des aides sociales ont été 32% de moins en 2020 qu'en 2018. Dans le même temps, les ménages avec des revenus supérieurs touchant des aides sociales ont augmenté de 144%. Aussi, il semblerait que les aides sociales ne bénéficient pas aux plus vulnérables.

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Le ministère du travail et de la protection sociale (STPS) a annoncé que lors du processus de vote pour la légitimation de la nouvelle convention collective des travailleurs de l'usine général motors de Silao, Guanajuato, le « non » l'a

emporté. Suite à ce vote négatif, la convention collective de l'usine a été résiliée. La prochaine étape sera la création d'un syndicat indépendant pour représenter les travailleurs de l'usine. Les travailleurs ne perdront aucun des droits acquis et conserveront les mêmes avantages et conditions de travail. Pour rappel, une plainte avait été déposée dans le cadre du T-MEC dénonçant une violation des droits du travail dans cette usine.

Une plateforme Ku-Maloob-Zaap de PEMEX dans l'état du Campeche a explosé, faisant plusieurs morts. Une analyse des causes profondes sera lancée pour déterminer l'origine de cet événement. **Plus de 25% de la production pétrolière serait perdue** suite à cette explosion : 124 puits ont été touchés et restent fermées, suspendant ainsi la production de 421 000 barils par jour. Aussi, cet incendie rendra difficile pour la compagnie pétrolière l'atteinte de ses objectifs de production, **ce qui met la pression sur sa note de crédit**, selon Fitch. La note est néanmoins maintenue à «BB-» avec une perspective stable, soit trois crans en dessous de la note souveraine du Mexique.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 25/08/2021
Bourse (IPC)	+0,69%	+38,65%	52 345,39 points
Taux de change USD/MXN	+0,99%	-7,24%	20,24
Taux de change EUR/MXN	+1,53%	-7,74%	23,83
Prix du baril mexicain	+2,34%	+59,12%	64,40

Amérique centrale

1. Belize

A la demande du Premier ministre John Briceño, la Gouverneure générale a limogé le Président de la Banque centrale, Gustavo Manuel Vasquez, qui avait pris ses fonctions le 1^{er} avril dernier. John Briceño, qui cumule les fonctions de Premier ministre et ministre des finances, justifie cette décision par des divergences dans les objectifs de la Banque centrale. Le secteur privé avait émis des réticences fortes dès sa prise de fonction, refusant de travailler avec l'organisme.

2. Guatemala

Le conseil monétaire de la Banque centrale a émis un avis favorable pour l'approbation d'un prêt de 120 MUSD octroyé par la BID pour l'amélioration de l'électrification en milieu rural. Le projet, qui doit encore être approuvé par le Congrès, permettrait de raccorder 60 000 foyers de 700 communautés au réseau électrique national géré par l'Institut national d'Électrification. En 2020, environ 12% de la population se trouvait sans accès aux services énergiques au Guatemala.

Le syndicat patronal CACIF a présenté une série de propositions pour recentrer les finances du pays. Face à des finances publiques atones dont 70% est dédié à son fonctionnement et 20% au service de la dette, l'organisme propose notamment une vision à long terme des projets d'investissement et l'élargissement de l'assiette fiscale. Sur ce dernier point, le CACIF précise que l'augmentation de la collecte doit se faire par une meilleure lutte contre la contrebande et la réduction de l'économie informelle. Le Guatemala fait partie des pays avec la collecte fiscale la plus faible au monde, représentant 10,2% du PIB en 2020. Des réformes pour

développer l'Institut national de statistique et renforcer les attributions du Bureau du contrôleur général (Cour des comptes) sont aussi soutenues par le CACIF.

3. Honduras

La Banque centrale a indiqué une hausse de 12,4% g.a. de l'activité économique sur le 1^{er} semestre 2021. Les secteurs de l'industrie manufacturière (+30%), de la construction (+23%), du commerce (+17,5%) et des activités financières (+12%) ont été les principaux contributeurs à la hausse. L'agroalimentaire a connu quant à lui une baisse de 4,1% due aux pertes engendrées par le passage des ouragans Eta et Iota en novembre dernier. La Banque centrale maintient sa prévision de croissance de 3,2% pour l'année 2021.

4. Nicaragua

Malgré les sanctions politiques et diplomatiques américaines, l'appareil exportateur du Nicaragua se porte bien. Le secteur des maquiladoras¹ a enregistré des exportations vers les Etats-Unis de 864 MUSD au premier semestre 2021, soit une hausse de 42% g.a. et de 3% par rapport au S1 2019. Le secteur de l'habillement avait clôturé l'année 2020 avec une baisse de son activité de 21%. A fin avril 2021, le secteur de l'habillement employait 120 000 personnes.

Le Nicaragua a reçu 353,5 MUSD du FMI pour faire face à l'impact de la crise sanitaire et renforcer ses réserves internationales. Ces fonds, issus du programme de nouveaux Droits de tirage spéciaux de l'institution (et correspondant à 249,2 M DTS), seront assignés aux réserves internationales de la Banque centrale, qui atteignaient 3,6 Mds USD à fin juillet.

¹ Usines assemblant à bas coût des produits, notamment textiles, destinés à l'exportation

Caraïbes

1. République Dominicaine

La nouvelle législation douanière adoptée ce 23 août 2021 (168-21) s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de l'efficacité des processus et des réglementations logistiques du système douanier dominicain. Cette loi, qui abroge celle qui était en vigueur depuis la dictature de Trujillo, harmonise la législation douanière nationale, garantit la transparence des taxes du commerce extérieur et réduit les procédures bureaucratiques concernant les opérations douanières et commerciales.

2. Cuba

Cuba prête à coopérer avec le Vietnam pour l'approvisionnement en vaccins. Le président cubain Miguel Díaz-Canel et son homologue vietnamien, M. Nguyen Xuan Phuc, ont confirmé la volonté de collaborer dans le cadre de la vaccination contre le COVID-19. D'après la déclaration du mandataire cubain, Cuba enverrait des doses du vaccin cubain « Abdala » au pays asiatique et serait également en disposition d'envoyer des experts pour effectuer le transfert de technologies de production de vaccins afin de les produire dans les laboratoires vietnamiens. Pour mémoire les scientifiques cubains ont développé trois vaccins contre le COVID : Soberana 02, Soberana plus et Abdala, et travaillent actuellement sur 2 autres projets de vaccins : Mambisa et Soberana 01 (les deux en phase 1 d'études). Outre le Vietnam, plusieurs pays se sont positionnés pour acheter ou produire sur leur territoire les vaccins cubains, notamment l'Argentine, l'Iran, le Venezuela et le Mexique.

Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 25 août 2021</i>	Part de la population ayant reçu une dose de vaccin contre le COVID-19 <i>Dernier point connu</i>
Costa Rica	450 291 <i>Décès : 5 394</i>	59,47% <i>(23/08)</i>
Cuba	619 672 <i>Décès : 4902</i>	45,02% <i>(23/08)</i>
Guatemala	450 150 <i>Décès : 11 615</i>	17,28% <i>(24/08)</i>
Haïti	20 833 <i>Décès : 584</i>	0,22% <i>(23/08)</i>
Honduras	331 372 <i>Décès : 8 704</i>	19,44% <i>(20/08)</i>
Jamaïque	64 294 <i>Décès : 1 453</i>	12,09% <i>(25/08)</i>
Nicaragua	11 167 <i>Décès : 199</i>	6,22% <i>(20/08)</i>
Panama	454 330 <i>Décès : 7 023</i>	63,01% <i>(22/08)</i>
El Salvador	94 060 <i>Décès : 2 863</i>	52,58% <i>(25/08)</i>
République dominicaine	348 915 <i>Décès : 4 007</i>	53,02% <i>(24/08)</i>

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédacteurs : SE du Guatemala, SE du Panama, SE de Saint-Domingue, SE de la Havane

Pour s'abonner : <https://www.linkedin.com/company/economico-embajada-francia-en-cdmx/>